

Les ONG privées des fonds européens pour venir en aide aux migrants

Grèce C'est le ministère grec de l'Immigration qui est chargé de gérer tout cet argent.

Angélique Kourounis
Correspondante à Athènes

Afto mas eleipe" : "Il ne manquait plus que cela !" Le "il" en question n'est rien de moins que la fin du financement par des Fonds européens d'urgence, débloqués il y a un an et demi, des ONG présentes sur les îles grecques, aux côtés des migrants, qui ne cessent d'arriver. Une décision effective depuis hier à minuit. Désormais, c'est le ministère grec de l'Immigration qui touchera le pactole via d'autres financements européens à long terme.

Incompréhension

Efi Latsoudi, membre de l'association Mosaik, qui s'est donné pour but d'intégrer ces réfugiés et de faciliter leur démarrage dans cette nouvelle vie, ne sait plus quoi dire : "Je ne comprends pas. On a bien vu que sans les ONG, que ce soit ici ou à la frontière macédonienne, ces gens étaient livrés à eux-mêmes. Pourquoi prendre une décision aussi stupide et dangereuse ?"

Efi Latsoudi n'est pas n'importe qui. Connue comme le loup blanc, elle a reçu en septembre 2016 le prestigieux prix "Nansen Refugee Award" pour son travail auprès des réfugiés depuis le début de la crise migratoire. C'est elle qui, avec l'association ProAsyl de Karl Kopp, a eu l'idée de génie de transformer les gilets de sauvetage échoués sur l'île de Lesbos en sacs et sacs. Le bénéfice est double : "La mairie s'en débarrasse et les migrants ont un travail rémunéré." Mais justement, avec l'application de la décision européenne, les contrats de dizaines

d'ONG n'ont pas été renouvelés, et le pire, selon Efi, "c'est qu'aucune période de transition n'a été prévue. On arrête de financer ce qui marche, mais on n'a pas de solution de rechange".

Même constat à Médecins du monde : "Il y a un mois, on n'a pas renouvelé les contrats de nos 58 salariés, qui n'ont pas été remplacés en nombres suffisants, y compris de ceux qui étaient chargés de repérer les populations les plus vulnérables : les victimes de tortures, les mineurs non accompagnés, les femmes enceintes, les gens malades", souligne Stathis Poularakis, porte-parole de l'ONG. Le problème est de taille, car, sans cette première identification, des femmes seules, souvent harcelées, violées, se retrouvent avec des hommes qui disent être leur mari, ce qui n'est pas vrai, et des mineurs se retrouvent dans les camps avec des adultes.

"Même s'ils se déclarent eux-mêmes adultes de peur d'aller dans des centres fermés, on doit vérifier leurs déclarations", insiste Eva Cossé de l'ONG Human Right Watch, à l'origine d'un rapport sur la situation des mineurs non reconnus comme tels au camp de Moria.

Sept ONG ont tiré la sonnette d'alarme dans un communiqué commun à la mi-juillet, prévenant que si la période de transition n'était pas préparée correctement, "des retards dans l'enregistrement des dossiers allaient être pris". Le représentant du Haut-commissariat pour les réfugiés (HCR) à Athènes, Philippe Leclerc, mettait, lui, l'accent sur "la tension qui augmente sur les îles, et notamment à Lesbos, Samos, et Chios, avec les nouvelles arrivées".

Un mois sans structure !

Une ONG, Erxi, est censée faire le pont entre les associations qui partent, et l'Etat qui s'installe, mais, selon son porte-parole sur Lesbos, Nassos Karatsikos : *"C'est impossible. On n'arrivera pas seuls à faire ce que faisaient des dizaines d'associations."*

Même tableau sur les autres îles, d'autant que le ministère qui reconnaît, via son ministre, Yiannis Mouzalas, *"qu'il y a des dysfonctionnements"* n'est censé envoyer ses équipes sur ces îles que fin août ! Quid des quatre semaines de transition ? *"Vous posez des questions idiotes"*, lâche, excédé, un haut fonc-

tionnaire proche du dossier qui souhaite garder l'anonymat. Mouzalas est là pour faire le sale boulot de l'Europe : *"Renvoyer en Turquie le plus possible de gens et faire comprendre à ceux qui veulent venir que rien de bon ne les attend ici, ni asile, ni bonnes conditions de vie."* Ses prévisions ? *"La période de transition va traîner, les conditions de vie s'aggraver, comme l'année passée où les gens sur les îles ont passé l'hiver les pieds dans la neige dans des tentes en toile. Les crédits étaient là, mais les containers sont arrivés au printemps."*

3 QUESTIONS À

Eva Cossé

Spécialiste des droits des migrants, en particulier pour la Grèce, à l'ONG Human Rights Watch.

1 Ce 31 juillet, l'Europe cesse de subvenir aux besoins financiers des ONG sur place pour donner ses financements directement au ministère grec de l'Immigration. Est-ce que cela vous inquiète ?

En fait, la Commission européenne cessera de financer les ONG qui sont actives sur les îles mais continuera de financer celles actives en Grèce continentale. Ceci nous inquiète, bien sûr, parce qu'il n'y a pas de stratégie de transition. Cela nous inquiète aussi tout particulièrement par rapport aux mineurs non accompagnés et aux maisons pour mineurs qui sont financées par la CE directement via les ONG. Désormais ce sera via le ministère grec et nous savons par expérience que le gouvernement grec est très lent et pas apte à absorber les fonds européens.

2 Qu'est-ce que vous redoutez ?

Une détérioration des conditions de vie pour les personnes vulnérables, comme les enfants non accompagnés ou les victimes de tortures. On redoute aussi un problème pour l'accès aux soins de santé, aux services spéciaux sur les îles. Je pense aux personnes qui ont un handicap, qui ont des problèmes sérieux de santé. Désormais, c'est au gouvernement grec de prendre en charge la santé, les soins médicaux. On sait très bien que ce gouvernement n'a pas les moyens de le faire.

3 Pensez-vous que la Grèce, dans l'état actuel des camps soit prête à faire face à une vague massive de réfugiés ?

Non. Un des problèmes principaux est le fait que les demandeurs d'asile, les réfugiés, sont retenus sur les îles grecques. Ils n'ont pas le droit d'aller en Grèce continentale, vers Athènes, où les gens peuvent accéder à des services spéciaux. La situation est très mauvaise sur les îles comme Chios, Lesbos, Samos, je n'arrive pas à imaginer ce qui se passerait si on avait des arrivées massives comme en 2015 ou 2016.

A.K., à Athènes